

EURE

Normandie

NUMÉRIQUE

Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique

Rapport d'orientation budgétaire pour 2021

Contenu

1) Préambule	3
2) Mise en œuvre du déploiement du haut et très haut débit en 2020	4
a) Extension du réseau de collecte	4
b) Déploiement du Très Haut Débit.....	5
i) La communauté de communes du Pays de Conches	8
ii) La communauté de communes du Pays du Neubourg	8
iii) La communauté d'Agglomération Seine Normandie Agglomération	8
iv) La communauté de communes du Roumois Seine	9
v) La communauté d'Agglomération Seine-Eure	9
vi) La communauté de communes de Lyons-Andelle	9
vii) La communauté de communes de Bernay Terres de Normandie.....	10
viii) L'Intercommunalité Normandie Sud Eure.....	10
ix) La communauté de communes du Vexin Normand.....	10
x) La communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge	10
xi) La communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle	11
xii) La communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville	11
xiii) La communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie	11
3) Actions de déploiement en 2020 et perspectives pour 2021	12

a)	Extension de collecte.....	12
b)	La poursuite du Très Haut Débit en 2021.....	12
c)	Le Wimax et la 4G fixe	12
d)	Les perspectives du syndicat en matière de numérique.....	14
4)	La délégation de service public Eure Normandie THD	14
a)	Généralités	14
b)	Commercialisation.....	15
c)	Déploiement de la phase 2.....	16
5)	Organisation interne d'Eure Normandie Numérique.....	17
6)	Plan de communication.....	19
a)	Présentation du plan de communication globale	19
b)	Communication locale selon le calendrier de déploiement.....	20
7)	Structure financière.....	21
a)	Structure de la dette	21
b)	Accompagnement financier par la Banque Européenne d'Investissement	21
c)	Utilisation des lignes de trésorerie interactives (LTI).....	22
d)	Plan de financement.....	23
8)	Structure budgétaire – Evolution pluriannuelle, bilan 2020 et perspective 2021	24
a)	Budget Principal	24
b)	Budget 1G.....	26
c)	Budget 2G.....	28

1) Préambule

Après avoir revu le projet autant de fois que nécessaire, le syndicat dispose **depuis 2017** d'une définition claire du plan de déploiement du haut et très haut débit sur le territoire du Département de l'Eure.

Cette période a permis d'aboutir à un projet crédible, réaliste et assurant l'atteinte de l'objectif final : la généralisation du très haut débit d'ici 2025 pour tous les Eurois. Durant ces 4 années, Eure Normandie Numérique (ENN) a notamment :

- Défini son plan de déploiement et redéfini sa politique d'achat ;
- Effectué le montage financier avec les différents financeurs à savoir l'État, la Région Normandie, le Département de l'Eure et les EPCI Eurois ;
- Signé les différents marchés de travaux et commandes pour la réalisation de plus de 178 000 prises FttH et 66 opérations de montée en débit soit 11 405 logements ;
- Étendu son réseau de collecte avec 170 km supplémentaires ;
- Déployé la fibre optique sur 10 zones d'activités euroises ;
- Fibré 55 collèges eurois, 3 lycées, 6 écoles élémentaires et l'IUT d'Évreux

L'ambition d'un département totalement couvert en Haut et Très Haut Débit, s'est poursuivie en **2018** avec la contractualisation avec la caisse des dépôts et consignations d'une attribution d'une aide d'État du fonds pour la société numérique (FSN), et la contractualisation avec la majorité des EPCI Eurois. L'année 2018 a été marquée également par l'activation des premières plaques FttH (territoire de l'ex communauté de communes de Pont-Audemer) et le lancement de la procédure pour le renouvellement de la délégation de service public relative à la construction et à l'exploitation technique et commerciale du réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le territoire d'Eure Normandie Numérique.

Par ailleurs, alerté par nos titulaires de marché de travaux, le manque de personnel qualifié dans les métiers de la fibre optique a conduit le syndicat à réagir en travaillant en étroite collaboration avec Pôle Emploi afin de proposer des sessions de formation notamment sur les métiers d'installateur-câbleur qui ont débuté en 2018.

En **2019** le Syndicat a poursuivi le déploiement FttH avec environ **29 000 prises construites** supplémentaires et a finalisé 66 opérations de montée en débit, concernant **11 405 lignes ADSL**. L'année a été également marquée par l'attribution de la délégation de service public, le 3 juin au groupement Axione - Bouygues Energie & Services – MIROVA (FIDEPPP) / MIROVA SP5. Ce groupement assure depuis 2020 le déploiement, sous sa maîtrise d'ouvrage, du FttH pour la partie concessive (environ 66 000 prises).

L'année **2020** a été très fortement marquée par la crise sanitaire et a bouleversé l'activité industrielle en France et dans le domaine de la construction du réseau haut débit. Cette période et la baisse d'activité de travaux, a été mise à profit par le Syndicat pour formaliser plus finement les modalités de prise en affermage entre les entreprises et le délégataire, des travaux terrains pour accompagner l'exploitant à finaliser la prise en exploitation du réseau qui était en exploitation lors de la passation de la DSP, de mettre à jour le site internet d'Eure Normandie Numérique en mettant à disposition, notamment, des informations d'avancement du programme de travaux.

En fin d'année, ce sont 35 018 prises qui sont en commercialisation, 29 893 prises supplémentaires en cours auprès du délégataire et 19 557 prises construites en attente de complétude de ZAPM, de constitution de base documentaire et de réception par le délégataire

D'autre part, avec la mise en place du réseau de téléphonie mobile 5G en France, le Syndicat a été obligé de libérer les fréquences dévolues à cette nouvelle technologie et a par conséquent coupé progressivement le réseau WIMAX qui accueillait environ 800 clients. Le syndicat a également mis en place une politique d'accompagnement financier pour les abonnés WIMAX qui ne pouvaient pas prétendre à des solutions filaires alternatives (FttH ou ADSL) en faisant appel à des offres 4G fixe ou satellite.

ENN vise la construction de 80 000 prises supplémentaires d'ici la fin de l'année 2021, soit un total de 165 000 prises construites.



2) Mise en œuvre du déploiement du haut et très haut débit en 2020

a) Extension du réseau de collecte

Au-delà des 530 km de réseau de collecte construit sous maîtrise d'ouvrage du conseil départemental de l'Eure et de l'extension du réseau entre 2014 et 2019 par ENN (170 km), le syndicat a effectué en 2020, 60 km supplémentaires.

Aujourd'hui la boucle de collecte s'étend à plus de 760 km permettant ainsi d'interconnecter 36 nœuds de raccordement optique (NRO) au 31 /12/2020.

En 2020 ENN a posé 13 NRO supplémentaires, tous interconnectés sur la dorsale départementale.

-  CA Seine Eure (Pont de l'Arche)
-  CA Seine Eure (Val de Reuil)

- CC Normandie Sud Eure (Mandres)
- CC Pont-Audemer Val De Risle (Giverville)
- CC Pont-Audemer Val De Risle (Le Bec Hellouin)
- CC Bernay Terres de Normandie (Beaumont le Roger)
- CC Pont-Audemer Val De Risle (Thiberville)
- CC Evreux Portes de Normandie (Saint André de l'Eure)
- CC Roumois Seine (Bourg-Achard)
- CC Seine Normandie Agglomération (Mézières en Vexin)
- CC Pont-Audemer Val De Risle (Routot)
- CC Normandie Sud Eure (Breteuil sur Iton)
- CC Lyons Andelle (Lyons la Forêt)

6 NRO supplémentaires seront posés dans le mois de décembre 2020:

- CC Bernay Terres de Normandie (La Barre en Ouche)
- CC Vexin Normand (Mainneville)
- CC Bernay Terres de Normandie (Nassandres)
- CC Vexin Normand (Les Thilliers en Vexin)
- CC Pont-Audemer Val De Risle (Montfort sur Risle)
- CC Roumois Seine (Saint Ouen des Champs)

Par ailleurs, afin de respecter le cahier des charges du Plan France Très Haut Débit qui préconise, dans la mesure du possible, d'utiliser les infrastructures existantes, le syndicat a poursuivi l'équipement de 2 NRA pour accueillir nos NRO, et mis en place plusieurs liens de collecte, par le biais de location de fibre à Orange (Offre LFO), qui seront finalisés en 2021.

b) Déploiement du Très Haut Débit

La période d'activation des prises FttH se poursuit en 2020 avec **64 911** prises en exploitation auprès du délégataire, dont **35 018** environ en commercialisation au 31 décembre 2020. Le programme de travaux, porté par Eure Normandie Numérique se poursuit et 19 557 prises supplémentaires sont

d'ores et déjà construites et en attente de complétude de ZAPM, de constitution de base documentaire et de réception par le délégataire. La crise sanitaire rencontrée cette année a décalé la fin prévisible de nos travaux qui devraient s'achever en 2022.

Les difficultés opérationnelles et contractuelles rencontrées avec les entreprises dans les années précédentes, se sont persistées en début d'année, principalement avec le groupement d'entreprises SOBEGA/Team Réseaux.

D'autre part, la crise sanitaire de ce début d'année a provoqué un véritable désordre parmi les entreprises titulaires de nos marchés de travaux, avec des réactions différentes selon les acteurs. Le syndicat a en cours, trois marchés « historiques », hérités des premiers déploiements engagés en 2015.

Ainsi les entreprises CIRCET et AXIANS ont cessé leur activité de déploiement et d'études dès le début du confinement. Toutefois, ces deux acteurs ont maintenu en place, des équipes de terrain réduites pour réaliser les derniers travaux, permettant d'assurer la programmation de réception sur l'ensemble de leur périmètre. La totalité des travaux engagés par CIRCET et par le groupement AXIANS/SADE Télécom, est achevée et les dernières réceptions de ZAPM ont été programmées d'ici à la fin du mois de novembre.

La société SOGETREL a, quant à elle, eu une activité réduite pour poursuivre les déploiements. A l'issue de la période de confinement, seul 1 PM restait en cours de travaux et en attente de réception. Toutefois, si les travaux sont finalisés, SOGETREL, le titulaire, a constaté lors de contrôles internes que les prestations faites n'étaient pas conformes. Une campagne de reprise des malfaçons identifiées est en cours. L'objectif pour l'entreprise est de reprendre la totalité de ces malfaçons dans le mois de novembre et d'arrêter les programmations des 6 dernières ZAPM dans le courant du mois de décembre.

Toutefois, les marchés « historiques » dont les titulaires sont AXIANS/Team Réseaux (8 370 prises), CIRCET (29 281 prises) et SOGETREL/ SADE Télécom (10 279 prises), sont sous contrôle et l'ensemble des PM prévus aux contrats, sera finalisé et réceptionné d'ici la fin de l'année 2020. Seuls 7 PM construits par l'entreprise SOGETREL, représentant 3 660 prises sont programmés en réception aux mois de janvier et février 2021.

Globalement l'impact de la crise sanitaire sur ces 3 marchés est négligeable (mois d'un trimestre) au regard des décalages cumulés depuis 2015, la période de confinement ayant été mise profit pour régler les derniers problèmes posés par le changement de système d'information imposé par le nouveau délégataire.

Restent les deux marchés qui concernent le plus gros volume de prises publiques construites dans l'Eure.

ORANGE, titulaire d'un marché de construction de 65 000 lignes, a maintenu une activité réduite pour permettre une reprise rapide et limiter l'impact du confinement. Toutefois, en date du 31 octobre, nous constatons que la reprise se fait moins forte qu'attendue et Orange n'a pas encore retrouvé les cadences de construction du début d'année.

D'autre part Orange connaît d'inquiétantes difficultés dans l'exécution du contrat, puisque sur les 34 000 prises construites, seules 2 537 ont été réceptionnées. Deux difficultés majeures sont identifiées :

- des malfaçons liées à un manque de maîtrise des sous-traitants
- des problèmes d'intégrations des données dans le système d'information de l'exploitant

Un plan d'action est mis en œuvre depuis peu pour pallier à ces problèmes. Orange indique que 80 % des 183 ZAPM dont il assure la construction seront prêts pour être livrées d'ici au mois de mars 2021. Cet engagement paraît être hors de portée d'Orange. Le syndicat a provoqué une réunion avec les représentants de l'entreprise pour obtenir d'eux le détail du plan d'action de redressement qui sera mis en œuvre. L'application de plan d'action est contrôlée par ENN. En cas de nouvelle défaillance, le Président du Syndicat mettra en œuvre les moyens de coercition à sa disposition pour faire respecter les termes du contrat.

Enfin le groupement SOBECA/Team Réseau titulaire d'un marché de construction de 74 000 lignes a arrêté toute activité dès le début de la période de confinement et a repris une activité partielle le 4 mai dernier. La reprise d'activité plutôt rapide, a permis de recalculer un nouveau planning limitant les retards à un trimestre. D'autre part, après de nombreuses difficultés de relation dans l'exécution du marché et une situation de pré contentieux entre le syndicat et l'entreprise, un changement de pilotage du groupement plus pragmatique a abouti à une production de prises très correcte, puisque près de 15 000 prises ont été réceptionnées entre janvier et octobre de cette année. Le groupement prévoit en l'état une fin de travaux dans le premier trimestre 2022.

Pour respecter leurs engagements, en particulier ceux liés aux délais de construction du réseau, Orange a fait appel à un nouveau sous-traitants (CIRCET), le groupement SOBECCA/Team Réseau a quant à lui vu la construction des premières prises par son sous-traitant AXIONE, qui par ailleurs est également le constructeur de la zone concessive.

Enfin la relative baisse d'activité de construction de réseau dans la grand Ouest permet une stabilité plus grande des équipes des différentes entreprises impliquées dans les travaux sur notre territoire. Enfin les personnels formés par les centres spécialisés ont également permis de compléter les équipes de travaux et d'études des entreprises.

Bilan de construction et raccordement des **prises en 2020** (estimation au 08/11/2020) :

- 1) La commercialisation auprès des administrés se porte à 4 687 prises raccordées ou en cours de raccordement
- 2) 64 911 prises réceptionnées, en exploitation par le délégataire. Ces prises ont ouvert commercialement (35 019) ou en cours d'ouverture (29 893)

i) La communauté de communes du Pays de Conches

8 108 prises ont été commandées à l'entreprise CIRCET, en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 17 Points de mutualisation. Les travaux sont achevés, les réceptions ont été effectuées pour 7 000 prises environ et la réception des dernières ZAPM a été programmée pour la fin de l'année 2020.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 2 257 prises.

ii) La communauté de communes du Pays du Neubourg

Le syndicat a commandé sur ce territoire au groupement Axians-Team Réseaux la conception de 6 494 prises, réparties sur 13 points de mutualisation.

5 430 prises sont réceptionnées. Les travaux des 1 000 (environ) dernières prises, sont achevés et les réceptions afférentes sont en cours.

Le Syndicat a également commandé sur ce territoire au groupement Sobeca – Team Réseau la conception de 5 472 prises réparties 12 points de mutualisation.

Les réceptions sur ces 12 points de mutualisation sont prévues pour l'été 2021

L'activation de la totalité des prises commandées s'échelonnera entre le début de l'année 2021 et le mois d'octobre 2021.

Nous avons sur ce territoire 5 430 prises en commercialisation

iii) La communauté d'Agglomération Seine Normandie Agglomération

29 336 prises ont été commandées à l'entreprise Orange en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 75 Points de mutualisation.

22 546 prises sont en travaux réparties sur 75 Points de mutualisation

Les difficultés rencontrées par le constructeur la crise sanitaire du débit d'année ont décalé la plupart des réceptions qui devaient être prononcés en 2020.

Toutefois, 2 192 prises de la communauté d communes, rattachés aux NRO de Gaillon et de Vexin sur Epte ont été réceptionnées et seront ouvertes commercialement dans le premier trimestre 2021

iv) La communauté de communes du Roumois Seine

13 171 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 23 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et la réception de 6 741 prises est programmée dans le courant du premier semestre 2021.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 2 974 prises.

v) La communauté d'Agglomération Seine-Eure

33 222 prises ont été commandées à l'entreprise Orange et au Groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 87 Points de mutualisation.

Plus de 20 000 prises sont en travaux et 55 points de mutualisation sont installés.

Les premières réceptions ont eu lieu et la commercialisation est effective, notamment sur le secteur de La Haye-Malherbes.

D'autre part, 10 890 prises ont été réceptionnées et en attente d'ouverture commerciale. Elle sera effective entre la fin 2020 et le début du 1er semestre 2021.

La commercialisation sur ce secteur concerne actuellement 2 836 prises.

vi) La communauté de communes de Lyons-Andelle

Le syndicat a commandé à l'entreprise ORANGE la conception et la réalisation du réseau très haut débit pour desservir 4 561 prises, réparties sur 12 Points de mutualisation.

4 561 prises ont été commandées à l'entreprise Orange en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 12 Points de mutualisation.

Les travaux ont débuté au 1er semestre 2020 aucune réception n'a pu être encore réalisée. Les réceptions devraient être engagées dans le premier trimestre 2021.

vii) La communauté de communes de Bernay Terres de Normandie

Le syndicat a commandé à l'entreprise SOGETREL et au Groupement Sobeca-Team Réseaux, la conception et la réalisation du réseau très haut débit pour desservir 21 992, réparties sur 40 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 9 273 prises sont en cours de réception avec Sogetrel et 2 160 en cours de réception avec SOBECA Team Réseaux, elles ouvriront commercialement dans le courant du premier semestre 2021.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 4 504 prises.

viii) L'Intercommunalité Normandie Sud Eure

9 762 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux, Sogetrel-Sade et Axians-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 18 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 6 783 prises et étaient prévus en réception dans le second semestre 2020, elles ont été décalées en fin d'année et début d'année 2021, elles ouvriront commercialement dans le premier semestre 2021.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 3 996 prises.

ix) La communauté de communes du Vexin Normand

14 041 prises ont été commandées aux entreprises Orange et Circet en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 26 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 7 232 prises sont en cours de réception, elles ouvriront commercialement dans le courant du second semestre 2020.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 2 529 prises.

x) La communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge

7 692 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 14 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 3 772 prises ont été réceptionnées. Elles ouvriront commercialement dans le courant du premier trimestre 2021.

3 485 prises supplémentaires ouvriront commercialement au second trimestre 2021

Toutes fois, la commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 379 prises.

xi) La communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle

13 489 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux et à l'entreprise Circet en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 29 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours, et d'ores et déjà achevés sur le territoire de l'ex CC Pont-Audemer (hors prises isolées, en cours de réalisation), et 920 nouvelles prises sont en cours de réception, elles ouvriront commercialement dans le courant du premier semestre 2021.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 10 014 prises.

xii) La communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville

3 065 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 7 Points de mutualisation. La réception des travaux est prévue à partir du second semestre 2021

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 99 prises, les prochains travaux sont prévus en 2021.

xiii) La communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie

9 247 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 15 Points de mutualisation.

Les travaux sont achevés pour 3 033 prises et seront réceptionnées au 1^{er} trimestre 2021.

Eure Normandie Numérique a passé l'ensemble des commandes pour honorer les objectifs des 178 000 prises FttH, dont environ 35 018 prises sont commercialisées et 29 893 en cours de commercialisation, et des 66 opérations de montée en débit, toutes opérationnelles sur l'ensemble du territoire pour un projet estimé à ce jour à 203 M€ d'investissement.

3) Actions de déploiement en 2020 et perspectives pour 2021

a) Extension de collecte

Dans la continuité du déploiement, huit NRO ont d'ores et déjà été commandés pour une installation prévue en début d'année 2020 sur :

- CA Seine Eure (Vaudreuil)
- CA Seine Eure (Pont de l'Arche)
- CC Bernay Terres de Normandie (Montreuil l'Argillé)
- CC Normandie Sud Eure (Bourth (Mandres))
- CC Lieuvin Pays d'Auge (Giverville)
- CC Pont Audemer Val de Risle (Bec-Hellouin)
- CC Bernay Terres de Normandie (Beaumont le Roger)
- CC Lieuvin Pays d'Auge (Thiberville)

60 km d'extensions ont été réalisés ou sont en cours de construction pendant l'année 2020 ce qui portera le réseau de collecte à 760 km. En 2021, nous prévoyons de réaliser 70 km de réseau complémentaire pour atteindre un linéaire de collecte de 850 km.

Enfin, les 2 NRA qui devaient être équipés pour accueillir les NRO d'ENN ainsi que plusieurs liens de collecte mis en place par de la location de fibre à Orange (Offre LFO) qui devaient être réalisés en 2020 le seront en 2021.

b) La poursuite du Très Haut Débit en 2021

Le déploiement sur le département de l'Eure va se poursuivre et s'intensifier avec un nombre de prises supplémentaire de 100 000 prises d'ici la fin d'année 2021 pour atteindre près de 170 000 construites.

c) Le Wimax et la 4G fixe

Le Département de l'Eure en un réseau radio, destiné à. Pour ce faire, il a obtenu l'attribution par l'ARCEP de fréquences radioélectriques dans les bandes 3,5 GHz, pour diffuser ce service haut débit en utilisant le protocole de communication WIMAX.

Ce réseau, WIMAX mis en place au milieu des années 2 000 pour apporter de la connectivité internet haut débit dans les zones blanches du département concerne 152 communes et raccordait de près de 780 clients en début d'année.

En prévision de la mise en œuvre de la technologie 5G, l'ARCEP réaménage la bande de fréquences 3,4-3,8 Ghz, fréquence que nous utilisons pour le réseau WIMAX et a pour ce faire, retiré aux utilisateurs les droits d'utilisation de ces fréquences liées au WiMax.

Le Syndicat n'a pas fait le choix d'une évolution de la boucle locale radio, du fait de la généralisation du déploiement du réseau fibre optique d'ici 2021, rendant obsolète tous réseaux hertziens destinée à couvrir les zones blanches.

Le réseau actuel cesse ainsi progressivement d'émettre à partir depuis mi 2020 pour être totalement arrêtés d'ici la fin de l'année 2020. Les foyers qui seront coupés pourront, pour environ 50 foyers recourir à l'ADSL du fait de montées en débit ou de modernisation du réseau téléphonique d'Orange, pour environ 100 foyers, se raccorder au réseau FttH d'ici la fin de l'année, les autres foyers pourront soit utiliser les services 4G fixe des opérateurs nationaux, soit les offres satellite disponibles sur tout le territoire.

La disponibilité des services d'accès internet par le réseau mobile et 4G en particulier, a fait l'objet d'un accord passé en janvier 2018 entre les 4 opérateurs de téléphonie mobile et l'État comportant un volet consacré au déploiement plus ciblée des solutions de 4G fixe sur les zones blanches de l'internet fixe: celles-ci consistent en la mobilisation de la connexion 4G pour accéder, depuis la maison ou depuis l'entreprise, à Internet fixe, faute de liaison fixe satisfaisante. Cet accord se déroule conformément aux préconisations des différentes parties et un deuxième arrêté pris en novembre dernier a retenu la commune de Saint-Agnan-de-Cernières comme devant bénéficier d'une couverture 4G fixe.

d) Les perspectives du syndicat en matière de numérique

Dans le cadre du Plan France Très Haut Débit, les porteurs de projet de déploiement de réseaux THD doivent contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'actions en matière de diffusion des outils numériques et de développements des usages. C'est pourquoi le syndicat envisage de se transformer en une agence du numérique.

La transition numérique sur le territoire de l'Eure aura un impact fort sur le développement territorial. De nouveaux services – ou amélioration de ceux existants - pourront être à la disposition de nos administrés (en matière de santé, sécurité, éducation, énergie, ou encore tourisme, etc.) dans un environnement fortement concurrentiel, garantissant ainsi les meilleurs tarifs du marché. Des dispositifs comme la mise en place d'une borne wifi sur le site de Giverny pourraient être généralisés. Le numérique enrichit la ruralité, favorise le savoir, crée du lien, désenclave, il est source de réelles opportunités pour les territoires ruraux dont il ne faut nous priver.

Un projet tel que celui conduit par la métropole de Dijon "*OnDijon*" avec sa ville intelligente, arrivé 7^e du meilleur projet au monde de ville intelligente, peut être une vraie source d'inspiration pour le développement du numérique sur notre territoire.

Dans cet objectif, le format de la Commission des Usages du Numérique a été revue pour intégrer un représentant par EPCI permettant à chaque collectivité de contribuer à ce développement. Il est indispensable que le syndicat commence, en parallèle du déploiement, cette transformation numérique, qui permettra de mettre en valeur notre infrastructure numérique d'un investissement de plus de 203 M€, véritable vecteur de développement, et socle essentiel d'une vraie stratégie de territoire économique, sociale et environnementale. Le syndicat a également engagé une consultation publique pour retenir un assistant à maîtrise d'ouvrage qui sera retenu en fin d'année 2020 ou tout début d'année 2021. Il aidera le Syndicat à élaborer un schéma des usages du numériques qui sont à développer ou co-développer par les EPCI, le Département et Eure Normandie Numérique.

4) La délégation de service public Eure Normandie THD

a) Généralités

Le vaste chantier pour apporter le THD aux Eurois a été organisé en 2 phases :

- La première dite affermée, s'étalant jusqu'en 2022, assurée sous la maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique. Elle vise à fournir un accès très haut débit par le déploiement du réseau FttH visant à couvrir environ 178 000 logements ;

- La seconde phase dite concessive, d'environ 60 000 prises, qui a démarré dès l'attribution de la DSP le 3 juin 2019 et sous maîtrise d'ouvrage du délégataire, généralisera le déploiement du FTTH sur l'ensemble du Département. Elle devrait s'achever en 2023.

Pour exploiter, maintenir et commercialiser le réseau construit sous maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique, une délégation de service public de type régie intéressée a été confiée le 1^{er} novembre 2014 à la société Eurek@ (société *ad hoc* d'Altitude Infrastructure) contrat arrivé à échéance le 31 octobre 2019. À la suite, une délégation de service public a été notifiée au groupement Axione - Bouygues Energie & Services – MIROVA (FIDEPPP) / MIROVA SP5 le 3 juin 2019, lequel a constitué la société *ad hoc* Eure Normandie THD. Elle se substitue au groupement, dans ses droits et obligations pour l'exécution de la convention.



Une période de tuilage eu lieu pour permettre aux deux délégataires de s'échanger les informations nécessaires à la bonne reprise du réseau. Les transmissions de ces informations se sont confrontées à des difficultés qui restent encore présentes. Cette situation rend la commercialisation des offres du réseau de première génération complexes, et sera réglée dans le courant de l'année 2021 par une généralisation du réseau de seconde génération et remise en état des données liées à la dorsale départementale.

b) Commercialisation

Eure Normandie THD a, à sa charge la commercialisation de l'ensemble des prises construites qu'elles soient réalisées sous maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique ou dans le cadre du périmètre concessif. Lors de la reprise de la commercialisation le 1^{er} novembre 2019 par le nouveau délégataire, deux nouveaux fournisseurs d'Accès Internet étaient présents sur le réseau. Cependant, seul Free a engagé effectivement des actions commerciales à cette date et l'a poursuivi cette année. Il détient de fait le premier parc clients FttH du département (environ 3 000 clients) D'autre part, SFR et Orange engrange leurs premiers contrats commerciaux. Environ 100 pour le premier et 200 pour le second à la date du 28 novembre. Enfin Bouygues Télécom s'apprête à rejoindre les 3 premiers

opérateurs et devrait connecter son premier client dans le courant du mois de novembre 2020. Les opérateurs alternatifs poursuivent une activité réduite, avec un niveau de migration de clients qui tend à s'accroître.

Le marché professionnel est en cours de structuration et les premières offres sur le réseau de seconde génération pourront s'appuyer en particulier sur le réseau de première génération.

Enfin de plus en plus de collectivités recherchent des offres de service pour répondre à leurs usages naissants, dont la visio protection est le premier.

c) Déploiement de la phase 2

Les équipes terrain, notamment le bureau d'études du concessionnaire qui réalisera le déploiement de ses 60 000 prises FttH, s'organisent activement depuis la prise en main du réseau pour déployer son parc de prises. Près de 4 000 prises sont programmées pour la fin de cette année. La fin du déploiement est attendu à la fin de l'année 2023.

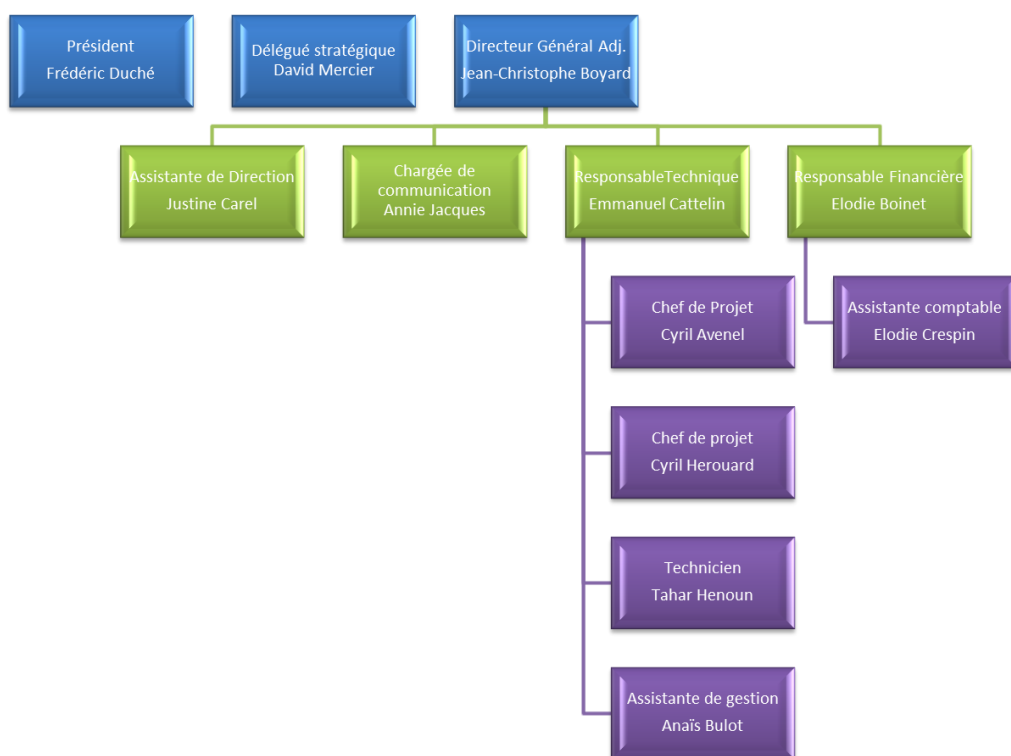
Notre nouvel exploitant, Eure Normandie THD a son site internet <http://eure-normandie-thd.fr/> qui présente une carte d'éligibilité. Un numéro AZUR 0809 54 99 27 et une adresse e-mail contact@eure-normandie-thd.fr sont également disponibles pour répondre au mieux aux interrogations de nos administrés.

5) Organisation interne d'Eure Normandie Numérique

Sur le volet RH, l'année 2020 est resté stable, aucun mouvement n'a été constaté.

Les missions de délégué en charge du pilotage stratégique d'Eure Normandie Numérique, Monsieur David Mercier, ont été prolongées du fait des difficultés rencontrées avec les entreprises de travaux qui peinent à maintenir leurs engagements contractuels nécessitant le maintien d'une pression forte, d'un suivi assidu et de négociations afin de les maintenir sous contrôle, mais également pour le portage des actions stratégiques à venir en matière de développement des usages (création de l'agence du numérique).

L'organigramme est ainsi le suivant :

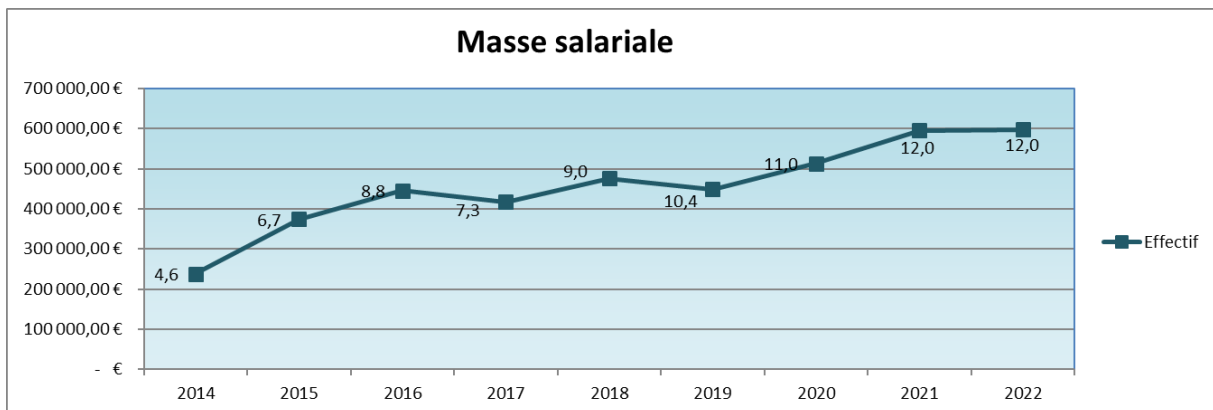


Les femmes représentent près de 42% de l'effectif du syndicat.

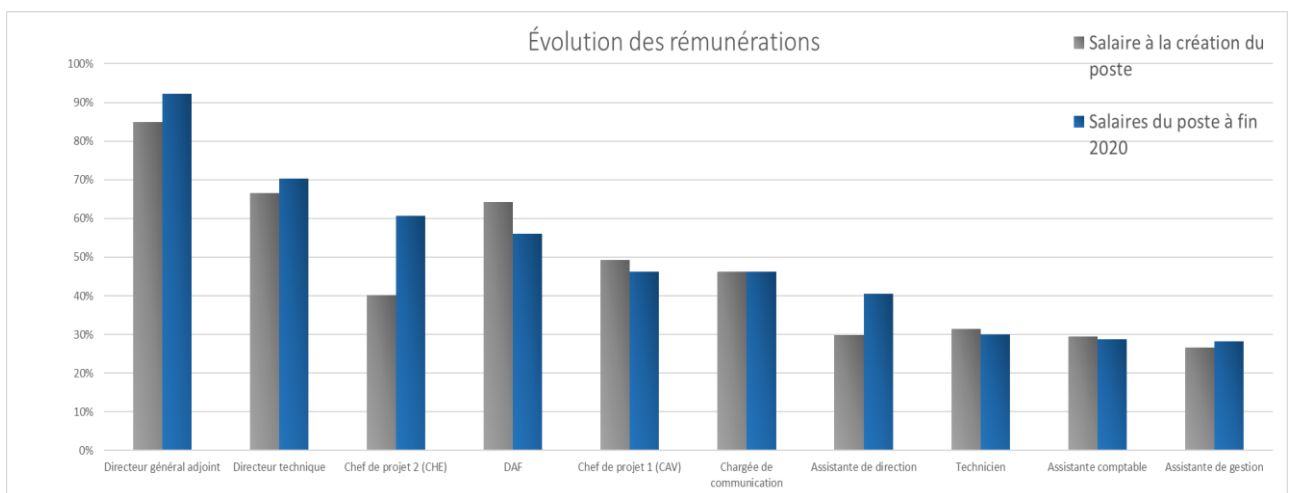
Depuis 2014, le syndicat a connu des mouvements de personnels qui n'avaient pas permis de stabiliser sa masse salariale et son effectif. Dans le graphique ci-dessous, on constate qu'en 2019, les charges de personnel diminuent avec un effectif moyen qui augmente du fait de recrutements en fin d'année de 3 nouveaux agents (chargée de communication, chef de projet, directeur adjoint). L'année 2020 est marquée par l'atteinte d'un effectif au complet. Toute fois, pour faire face à l'augmentation d'activité, le syndicat a recruté un cabinet (ANT Conseil) qui l'assiste dans les tâches du service infrastructure.

Les deux prochaines années devraient rester stables en matière de personnels si ne n'est le recrutement éventuel d'un profil administratif en charge notamment du lancement et du développement des usages du numérique si le syndicat concrétise cette direction en fonction de la volonté de ses adhérents.

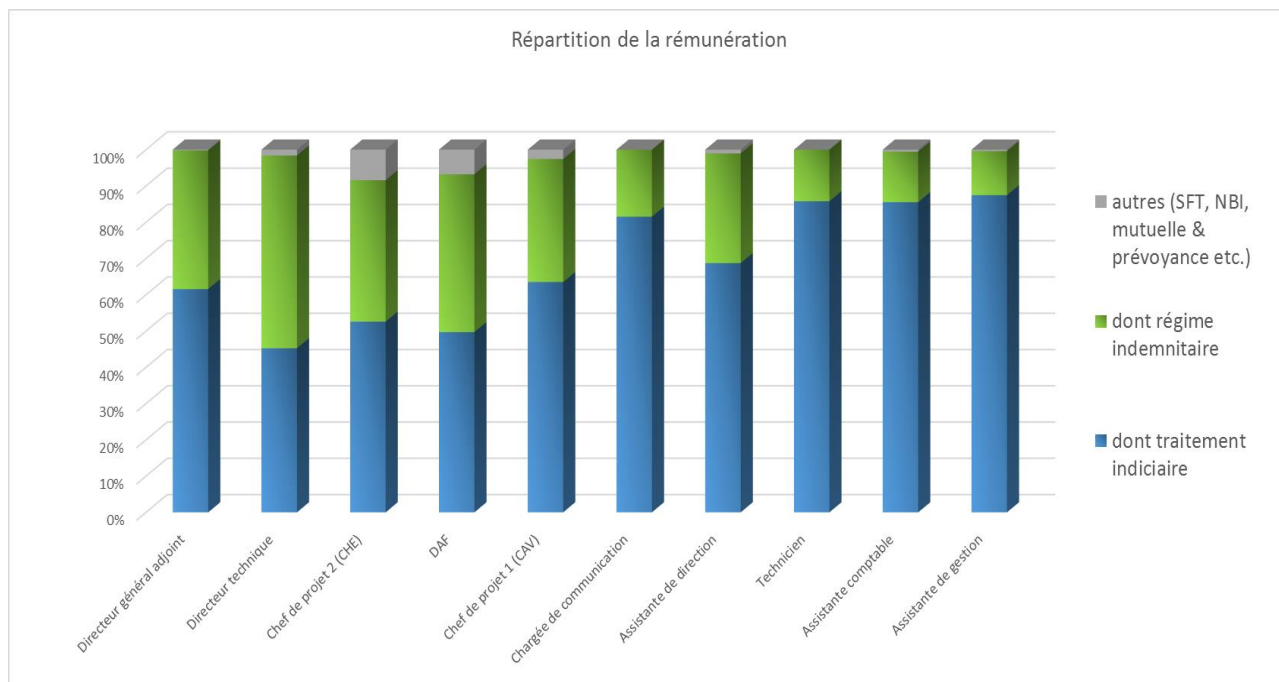
En 2021, le chapitre 012 charges de personnel représente environ 47% du budget prévisionnel de la section de fonctionnement (estimation basée sur l'hypothèse d'une souscription de 100% du personnel à des contrats de mutuelles labélisées et prise en compte de l'évolution des charges).



Les rémunérations des postes ont évolué de la manière suivante :



La répartition du traitement indiciaire et du régime indemnitaire se distribue comme suite :



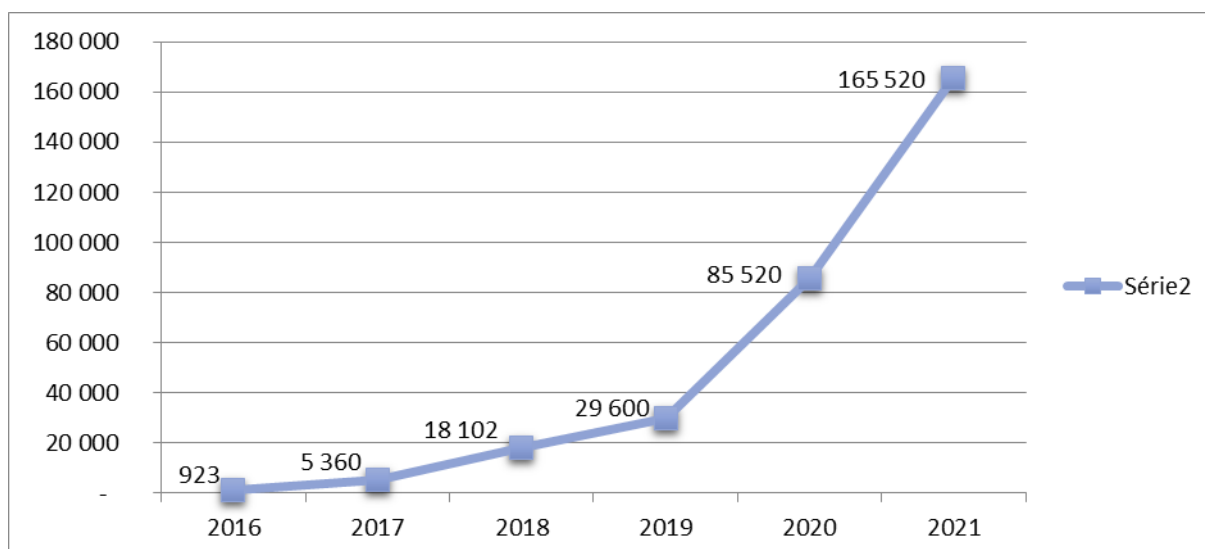
Le temps de travail du syndicat est à 37,5H hebdomadaire.

Par ailleurs le syndicat dispose d'un parc de véhicule de service où le remissage à domicile est autorisé.

6) Plan de communication

a) Présentation du plan de communication globale

L'augmentation du volume de prises construites nécessite d'entamer une démarche de communication auprès des élus, administrés et entreprises.



L'objectif global du plan de communication est de valoriser l'action de l'État, du Département de l'Eure des EPCI, de la Région Normandie au travers d'Eure Normandie Numérique, afin de présenter le déploiement du Réseau d'Initiative Publique Eurois, de favoriser la commercialisation des services et à terme favoriser le développement des usages numériques disponibles sur le réseau Haut et Très Haut Débit.

La communication qui a été engagée cette année se fera sur 3 ans par le biais de communications de presse, d'insertions presse et web, des réseaux sociaux, de spots radio, d'affichages etc.

La nouvelle commission communication qui a été mise en place cette année pourra reprendre la politique du syndicat en la matière.

b) Communication locale selon le calendrier de déploiement

Auprès des élus, une réunion générale ainsi que des rendez-vous dans les communes s'effectueront au lancement des études sur les zones de NRO ainsi que des inaugurations lors des poses de Nœud de Raccordement Optique. Ces réunions se tiennent dans des conditions de sécurité sanitaire conformes aux règles imposées par le gouvernement, ce qui limite le nombre de participants mais permet tout de même une transmission des informations satisfaisante.

Auprès du grand public, la communication s'effectuera au fur et à mesure du déploiement au travers de panneaux de chantier, magnets logos sur les véhicules des entreprises de travaux, boîtages de tracts, affiches, etc..

Pour tous, le site du Syndicat a été revu et fournit les informations du projet (présence opérateurs, participation et rôle des différents acteurs, explication techniques...) il affiche également une cartographie de l'avancement des travaux, de l'ouverture commerciales des ZAPM et permet d'obtenir une éligibilité par adresse postale.

La commission communication du Syndicat pourra également faire évoluer le dispositif.

Le budget prévisionnel est estimé à 150 000€ sur 3 ans.

7) Structure financière

a) Structure de la dette

Le syndicat a pu par sa gestion du projet éviter de recourir à la dette pour financer le projet eurois, grâce notamment à sa négociation lors du renouvellement de la délégation de service public.

b) Accompagnement financier par la Banque Européenne d'Investissement

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est l'institution financière des États membres de l'Union Européenne ayant pour but d'emprunter sur les marchés financiers pour financer des projets au sein de l'UE, dont le Plan France Très Haut Débit fait partie.

C'est dans ce cadre qu'Eure Normandie Numérique s'est rapproché d'elle afin de tenter d'obtenir un financement du projet Eurois pour faciliter l'accès à l'emprunt des EPCI en bénéficiant de taux avantageux. Le montage d'un dossier d'instruction à l'échelle départementale a pour avantage de permettre aux collectivités de consulter les Banques Partenaires pour leur emprunt sans avoir à décrire l'ensemble du projet d'aménagement.

Après un travail soutenu par les services d'Eure Normandie Numérique durant l'année 2019, pour constituer le montage complexe du dossier d'instruction, le comité de direction a accordé un financement du projet Eurois dans la limite d'une enveloppe de 92,5 M€ soit près de 46 % du coût du projet. Ce montant est deux fois plus important que ce que le syndicat escomptait.

Le financement se fait par intermédiaire bancaire, avec ses 4 banques partenaires à savoir :

 Groupe BPCE Banque Populaire Caisse d'Epargne

 Le Crédit Agricole

■ Le Crédit Mutuel

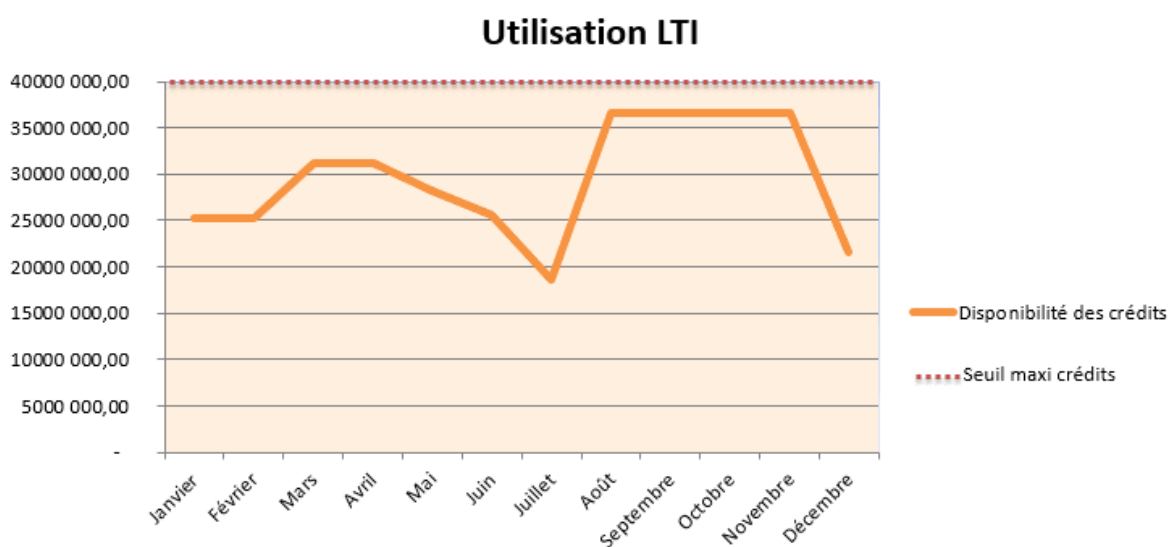
■ La Banque Postale

À date (2020 et demande en cours pour 2021), l'enveloppe a été consommée à hauteur de 8,7M€ soit environ 10% de l'enveloppe totale. Sept emprunts ont été sollicités répartis sur cinq EPCI.

c) Utilisation des lignes de trésorerie interactives (LTI)

Au fil des années, Eure Normandie Numérique connaît un besoin croissant en trésorerie. Cela s'explique par des dépenses de plus en plus élevées au fur et à mesure du déploiement du réseau et de la perception a posteriori des subventions Régionales et du Fonds pour une Société Numérique (FSN) qui représentent à eux seuls plus de 50% du financement de projet.

Le montant des lignes de trésorerie 2020/2021 (contrat de juillet à juillet) a été maintenu au niveau de l'année précédente soit une enveloppe maximale de 40M€ à des conditions avantageuses (taux EONIA 0,25% Caisse d'épargne et EURIBOR 0,29% pour le crédit agricole sans commission de non utilisation). Néanmoins, son utilisation a été en deçà des prévisions compte tenu de la crise sanitaire.

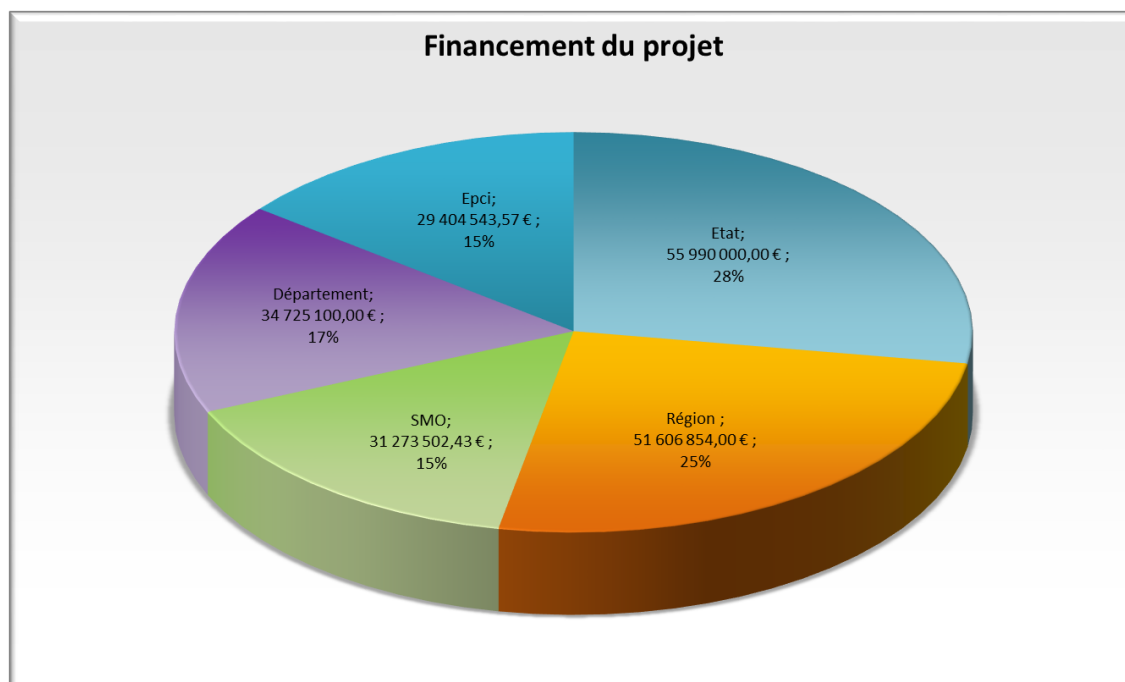


À l'été 2021 ce montant sera réévalué au moment du renouvellement des lignes en fonction de l'avancée des travaux et de la perception des redevances du délégataire en découlant.

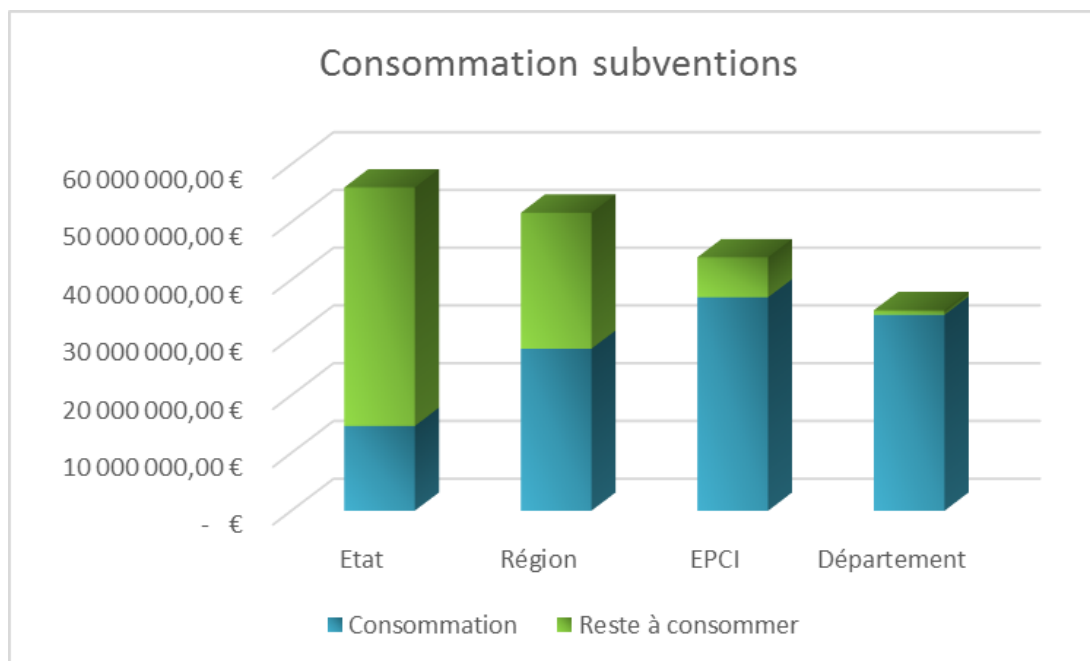
d) Plan de financement

Les résultats de la négociation de la délégation de service public ont permis d'envisager un retour vers les EPCI portant leur participation finale à 29,4M€ (vs 43,8M€) dont les avenants aux conventions de financement ont été établis.

Le financement du projet, après remboursement EPCI, est réparti comme suit :



Les enveloppes de subvention sont consommées à fin 2020 de la manière suivante :



8) Structure budgétaire – Evolution pluriannuelle, bilan 2020 et perspective 2021

a) Budget Principal

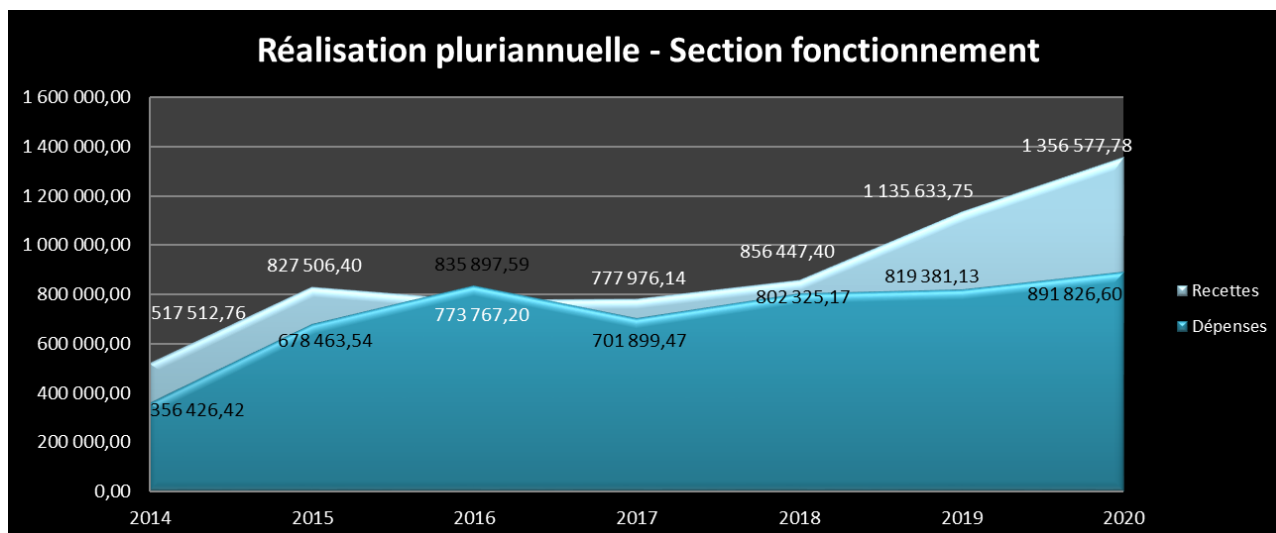
Evolution pluriannuelle - section de fonctionnement :

La réalisation évolue en fonction principalement de la variation de l'effectif de la structure.

En 2016, on observe dans le graphique ci-après que sans reprise de l'excédent N-1 le résultat aurait été déficitaire. Cela s'explique notamment par les besoins en AMO cette année-là et par l'augmentation de l'effectif moyen passant de 6,7 à 8,8 agents.

À partir de l'année 2019, les recettes connaissent une augmentation avec la redevance de frais de contrôle versée par le nouveau délégataire (250k€ pour les trois premières et trois dernières années de la DSP et 150k€ pendant les 14 autres).

En 2020, les dépenses ont évolué de +9% (principalement dû par l'atteinte d'un effectif de 11 agents sur une année entière et des frais d'AMO).

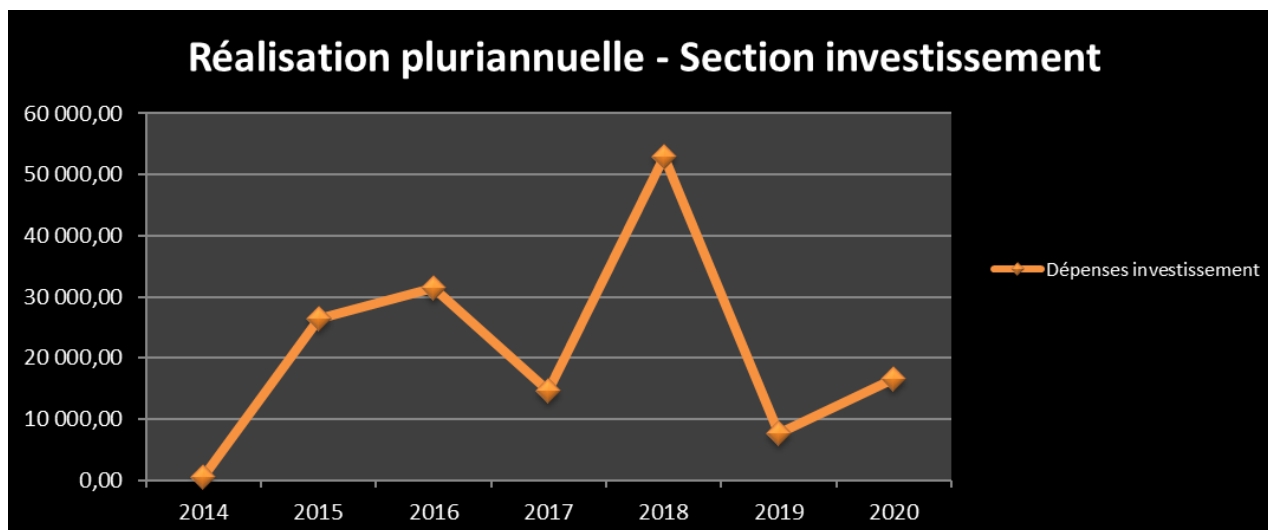


En raison du montant de subvention d'investissement versée par la Région Normandie, cette dernière est exonérée de la cotisation de fonctionnement. Dans le même temps, les EPCI vont bénéficier à compter de 2023, d'un retour de leur participation d'investissement avec un reversement à hauteur de 33% du montant initialement prévue. Compte tenu de la recette supplémentaire versée par le délégataire et afin d'équilibrer le traitement des collectivités membres du syndicat Eure Normandie Numérique, il sera proposé à l'assemblée délibérante, de réévaluer la cotisation de 400k€ du Département de l'Eure à 180k€ à compter de 2021.

En 2021, les dépenses de fonctionnement devraient continuer de croître du fait notamment des besoins en accompagnement par les AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage), le syndicat étant dans une année clé du déploiement (pic d'activité). Ainsi que des frais d'avocat (recours FM Projet, Eurek@, Altitude infrastructure en cours).

Evolution pluriannuelle - section d'investissement :

En investissement, la réalisation évolue en fonction des besoins en achat de matériel informatique & bureautique, logiciel, outillage. Compte tenu notamment du changement de logiciel comptable, l'année 2018 reste la plus marquée par le niveau des dépenses en investissement.



En 2021, les besoins devraient rester similaires à 2020 (poursuite du renouvellement du parc informatique notamment licences, tablettes).

b) Budget 1G

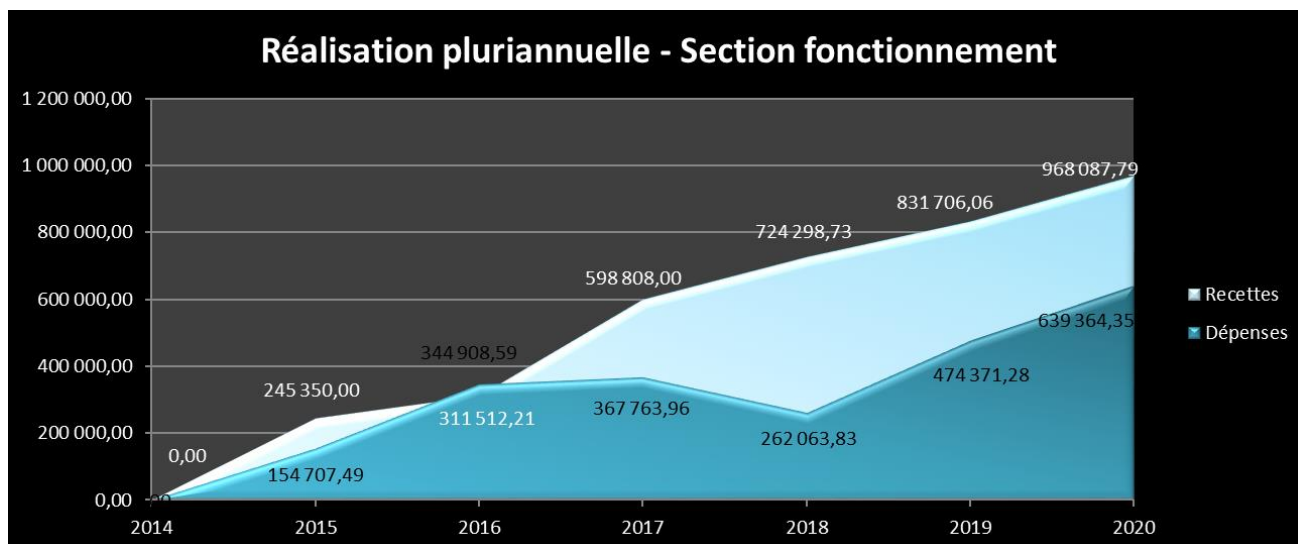
Evolution pluriannuelle - section de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement sont principalement de la maintenance et entretien du réseau de première génération (variable selon les années) ainsi que les coûts d'hébergement des antennes hertziennes.

En 2016, les recettes de fonctionnement du réseau de première génération (location de fibre noire) n'ont pas permis de couvrir le niveau des dépenses du fait des coûts élevés des charges TDF (révision de prix inclus). C'est dans ce contexte que le syndicat est entrée en négociation avec ces derniers et négocié une baisse de 20% des coûts d'hébergement sur les pylônes TDF pour les années futures.

Entre 2017 et 2020, la section de fonctionnement a connu une hausse de ses recettes du fait de la reprise du réseau Eur@seine et des abonnements Wimax et FttO.

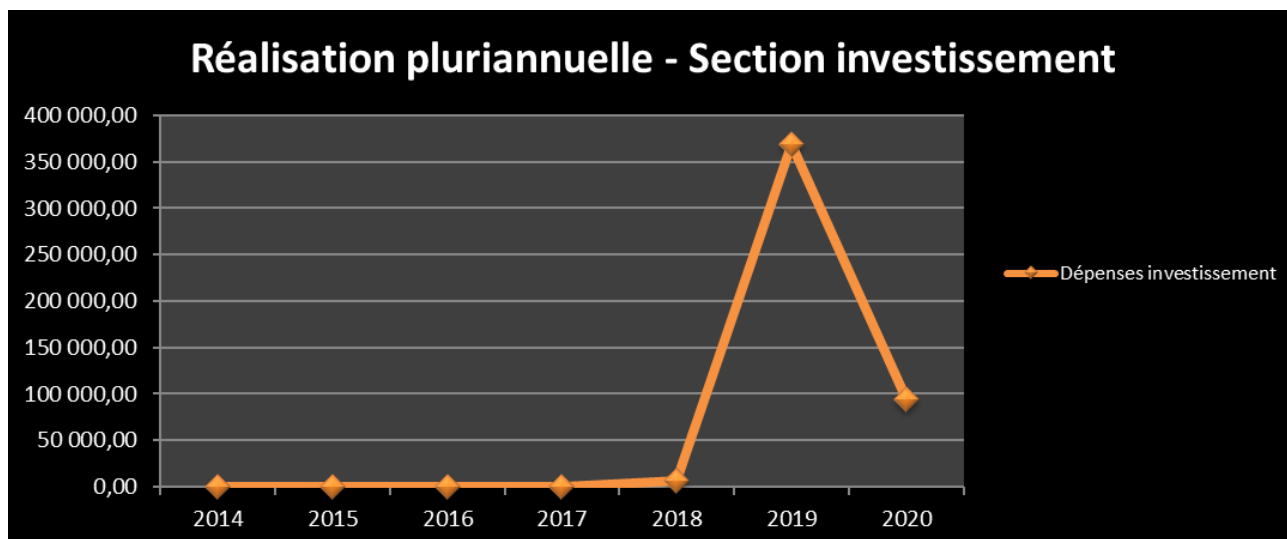
En dépense, les besoins en maintenance et entretien du réseau ont été les moins élevés en 2018. On note une hausse à compter de 2019 du fait d'une augmentation des charges d'exploitation, du doublement du coût du marché d'entretien et maintien du réseau 1G.



À compter de 2021, les recettes de fonctionnement vont décroître d'une part par l'arrêt de la commercialisation du Wimax et d'autre part par la résiliation de liens de Fibre Optique Noir. Par ailleurs, les dépenses vont continuer d'augmenter. C'est le cas de dépenses en énergie, supportées auparavant par la précédente DSP et par les coûts de démantèlement du réseau Wimax qui s'échelonna pour ce faire sur plusieurs années (2 à 3 ans). Une réfaction de prix du marché de maintenance devra également intervenir dans l'année puisque certaines prestations prévues dans le forfait du marché n'auront plus lieu d'être du fait de l'arrêt de certain service (Wimax).

Evolution pluriannuelle - section d'investissement :

En investissement, une mise à niveau du réseau de collecte a été rendu nécessaire en 2019 afin de désaturer le réseau évitant une perturbation des accès internet. 2020 a été principalement consacré à des dépenses d'enfouissement et dévoiement sur le réseau 1G.



En 2021, le coût notable sur cette section sera un dévoiement important sur le secteur de Louviers / Val de Reuil (coût estimé à 200k€).

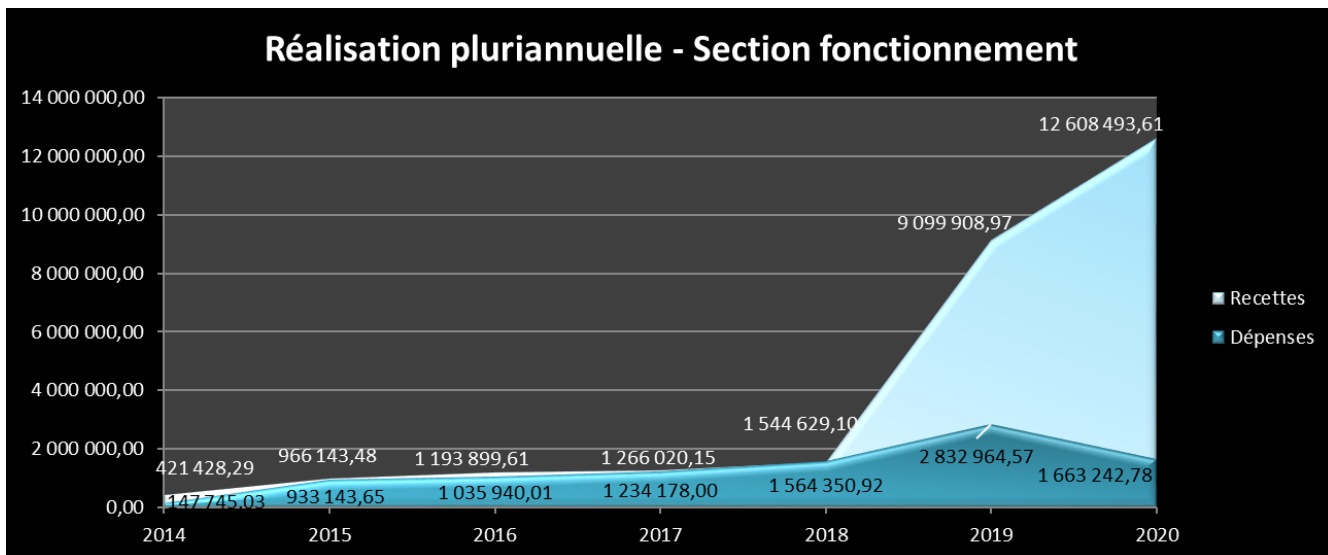
c) Budget 2G

Evolution pluriannuelle - section de fonctionnement :

De 2014 à 2018, les recettes de fonctionnement du budget 2G, principalement la facturation aux Fournisseurs d'Accès Internet des services délivrés par le réseau de 2^{ème} génération, ont permis de couvrir de manière équilibré les dépenses (rémunération délégataire et charges Orange et Enedis pour l'utilisation de leur infrastructure).

L'année 2019 est marqué par une hausse des coûts Orange et Enedis compte tenu de l'avancement du déploiement du THD. Tandis que 2020 marque une baisse des dépenses de 41% par rapport à 2019 en raison de l'arrêt de la rémunération afférente à la DSP Eurek@.

En recette, la signature de la nouvelle délégation de service public fait décoller les recettes à compter de 2019 compte tenu du niveau des redevances d'usage du réseau versées pour ENTHD.

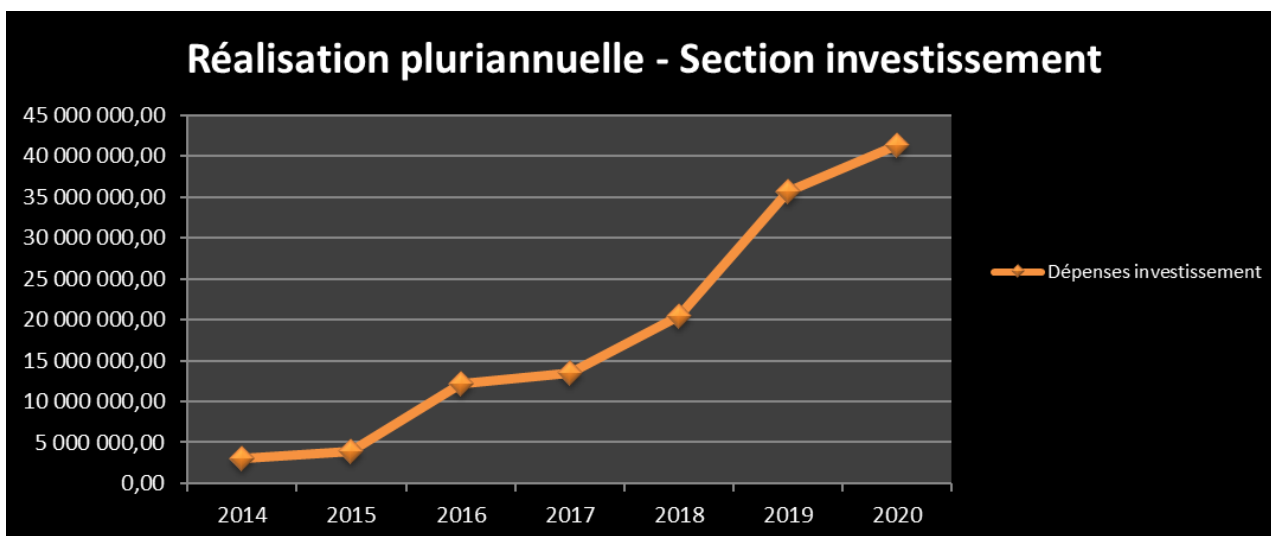


En 2021, les recettes vont continuer à croître selon le nombre de prises remises en exploitation au délégataire de service public.

En dépenses, l'achèvement de certains secteurs va permettre de lancer les amortissements afférents (environ 1M€).

Evolution pluriannuelle - section d'investissement

En investissement, le niveau des dépenses évolue en fonction de l'avancement des travaux. On note un début d'accélération en 2018 avec une évolution notable en 2019.



Le projet eurois devrait atteindre en 2021, sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire, son pic d'activité avec des dépenses évaluées à plus de 80M€.

Comme chaque année, les recettes attendues sont de deux natures : les recettes présentant un degré de certitude élevé et les recettes dont les estimations se basent sur des hypothèses plausibles au regard de l'avancement du projet eurois.